

Réponse de l'AFIEG à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la création d'une place de marché gaz unique en France en 2018

Mars 2014

Cette consultation proposée par la CRE fait suite à la délibération de décembre 2012 qui fixe l'objectif de créer une place de marché unique à l'horizon 2018. A cette occasion, la CRE invite les parties prenantes à faire part de leur position sur ce sujet, tant en ce qui concerne la cible à rechercher, que la manière d'y parvenir. L'AFIEG remercie la CRE d'intégrer les expéditeurs dans sa réflexion.

A titre introductif l'AFIEG souhaite rappeler les contraintes pesant actuellement sur les expéditeurs :

- Processus opérationnels d'équilibrage complexes ;
- Compétitivité faible face aux autres places de marché européennes ;
- Faible liquidité, en particulier sur les zones Sud et TIGF ;
- Un spread entre les zones Nord et Sud qui complexifie l'accès à de nouveaux clients ;
- Ralentissement de la concurrence dans le Sud compte tenu de certains effets d'aubaine.

L'AFIEG partage l'analyse de la CRE et considère que la consolidation des PEGs est indispensable pour développer un marché du gaz liquide, qui contribuera à la sécurité d'approvisionnement française. L'objectif cible à atteindre est donc une **zone unique**. A ce titre l'AFIEG souhaite une prise de décision sur la fusion immédiate. Toutefois, la création d'une zone unique ne **doit pas se faire à n'importe quel prix**.

L'AFIEG tient donc à souligner qu'une fusion anticipée des zones sans investissements, si elle était mise en œuvre, ne devrait en aucun cas faire supporter aux consommateurs un coût exorbitant pour des gains (s'ils existent) répartis en grande majorité en faveur des consommateurs industriels « plats ».

A ce titre, l'AFIEG estime que le principe d'efficacité économique doit conditionner l'ensemble des décisions prises par la CRE et le gouvernement. L'optimum économique pour la fusion des zones GRTgaz Nord et GRTgaz Sud doit être recherché. Il **s'appuie sur une part de mécanismes contractuels et une part d'investissements dans les infrastructures**. La question de la gestion de la

phase transitoire doit être traitée au regard d'une analyse coût bénéfice pertinente qui n'est malheureusement pas aujourd'hui disponible.

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöyry ?

L'AFIEG estime que, comme dans toutes analyses coûts/bénéfices, le choix de scénarios est nécessaire mais peut fausser certains résultats. Il est impératif de garder à l'esprit que le prix du gaz évoluera en fonction des choix réglementaires, du contexte géopolitique et des gisements d'hydrocarbures. Ces paramètres évoluant de manière aléatoire, l'AFIEG partage la vision de la CRE sur le fait que les 3 scénarios déployés par Pöyry dans son étude devraient s'alterner entre 2018 et 2038.

Toutefois, au vu des décisions qui doivent découler de l'étude, l'AFIEG estime qu'il est impératif de rester conservateur dans la priorisation des scénarios. A ce titre, le *tomorrow as today* et le *middle of the road* devraient être privilégiés. En effet, la réalisation du golden age of gas et les investissements sur Nord/Sud représenteraient une perte d'opportunités car cela induirait une situation favorable dans la zone Sud.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de la France ?

Sur la partie des résultats quantitatifs, l'AFIEG s'interroge sur la pertinence du scénario retenu à savoir la réalisation du projet Val de Saône/Gascogne midi au regard du second scénario envisagé Val de Saône/Eridan.

En effet, le 19 avril 2011, la CRE a approuvé l'investissement de 52 millions d'euros pour le projet Eridan et l'a confirmé dans sa délibération du 19 décembre 2013 relative à l'examen du plan décennal de développement et portant décision d'approbation du programme d'investissements pour l'année 2014 de GRTgaz. Le projet est déjà à un stade avancé puisque les travaux devraient démarrer en 2015. Les phases de concertation, d'enquêtes publiques et d'études techniques sont en train d'être finalisées.

Or, dans son étude, Pöyry chiffre le projet Eridan seul à 620 millions d'euros et ignore les investissements déjà réalisés. L'AFIEG s'interroge donc sur le devenir du projet d'Eridan et sur les coûts échoués potentiels. En outre, comme précisé par la CRE dans la consultation, Eridan est reconnu comme nécessaire à la création d'un corridor Nord Sud et bénéficie d'une subvention européenne. Ces paramètres devraient être intégrés à l'étude pour comparer de manière globale les

deux scénarios envisagés. Si des investissements déjà conséquents ont été engagés dans Eridan, arrêter le projet au profit de la construction de Gascogne aura un impact financier non nul.

D'autre part, continuer Eridan tout en faisant valider une décision d'investissement pour Gascogne/Val de Saône afin de réaliser la fusion des zones serait contraire à l'équilibre coût/bénéfice dont l'optimum réside, selon l'étude Pöyry, dans la construction de deux nouveaux projets pour décongestionner la liaison couplée à l'utilisation de mécanismes contractuels.

En outre, Eridan, selon le schéma initial devait rentrer en service en 2016. Gascogne sera en service en 2018, l'étude Pöyry ne tient pas compte de cet aspect délai de mise en œuvre dans les résultats qualitatifs.

Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats de l'étude Pöyry au niveau de l'Europe ?

L'AFIEG partage les résultats et soutient largement une répartition des coûts entre la France et l'Espagne dans le sens où les investissements bénéficieront tant au marché français qu'espagnol.

Question 4 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

L'AFIEG soutient la proposition de la CRE d'acter la création d'une place de marché unique au plus tard pour 2018.

L'AFIEG est favorable à la réalisation de certains investissements nécessaires à la création d'un PEG commun. Néanmoins, comme précisé à la question 2 il est impératif que la CRE clarifie la situation d'Eridan.

Il n'est pas acceptable que Val de Saône et Gascogne démarrent et qu'Eridan qui bénéficie de subvention européenne soit également mis en service. Il est en effet démontré dans l'étude Pöyry que les deux combinaisons Val de Saône/Eridan et Val de Saône/Gascogne ont le même impact sur les congestions. L'étude démontre également que seule la réalisation d'une des deux combinaisons d'investissements est nécessaire pour mener à bien la fusion. L'AFIEG soutient donc cette position et est favorable à la proposition de la CRE de demander aux GRT de mettre en œuvre Val de Saône et Gascogne uniquement si l'arrêt du projet Eridan est acté et que l'intérêt économique de cette décision est démontré.

Question 5 : Etes-vous favorable à la fusion anticipée des zones Nord et Sud avant la mise en service des investissements de décongestion ?

Question 6 : Selon vous, une telle fusion doit-elle être fondée uniquement sur des achats de gaz dans le sud par les GRT ou doit-elle s'appuyer sur des obligations de flux de GNL ? Dans ce dernier cas, quel type d'obligation préconisez-vous ?

A titre liminaire, l'AFIEG tient à mettre en exergue plusieurs constats :

- Il conviendrait qu'une analyse coût/bénéfice d'une fusion anticipée soit menée avant toute décision. Ainsi, le coût d'une fusion anticipée serait répercuté au consommateur à travers l'ATRT. La CRE précise d'ailleurs que la hausse serait de l'ordre de 4% sur la facture d'un particulier se chauffant au gaz. L'AFIEG s'interroge si l'effet de cette hausse est bien atténué par le fait que le consommateur verra sa facture de gaz réduire compte tenu de la réduction du spread.
- L'utilisation de mesures transitoires ne permet pas d'assurer avec certitude la convergence des prix de la zone Nord et de la zone Sud.
- Le métier de GRTgaz est celle d'un gestionnaire de réseau et non pas d'un acheteur de gaz.
- La solution consistant à obliger les expéditeurs à diversifier leurs sources d'approvisionnement prévues dans le cadre de leur OSP n'est pas conforme au cadre réglementaire en vigueur. En effet, l'article L 121-4 du code de l'énergie prévoit que « *tout fournisseur doit détenir en France, à la date du 31 octobre de chaque année, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'un mandataire, des stocks de gaz naturel suffisants, compte tenu de ses autres instruments de modulation* ». La loi n'induit en aucun cas une priorisation des sources d'approvisionnement. Par ailleurs, au titre de ses OSP telle que décrites dans le décret du 19 mars 2004, le fournisseur doit uniquement s'assurer que son approvisionnement permet de couvrir la consommation de ses clients à la pointe 2%.

Ainsi, l'AFIEG estime qu'une fusion anticipée ne pourrait être envisagée que dans l'hypothèse d'un bilan coûts/bénéfice favorable à l'ensemble des acteurs de marché, sans effet d'aubaine, et ne peut en aucun cas bénéficier aux seuls consommateurs industriels situés dans cette zone.

Question 7 : Etes-vous favorable à la commercialisation par GRTgaz de capacité Nord vers Sud supplémentaires jusqu'en 2018, sur la base d'outils contractuels ? Etes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE ? Si non, quels seraient selon vous les outils les plus adéquats ?

L'AFIEG réitère qu'une fusion anticipée ne serait souhaitable qu'à l'aune d'une analyse coût/bénéfice validant un bilan coût-bénéfice favorable à l'ensemble des acteurs de marché et d'un niveau de spread stabilisé.

Toutefois, l'AFIEG estime que l'option envisagée par la CRE de commercialiser de la capacité Nord vers Sud serait la moins défavorable, la solution « GNL » n'étant ni juridiquement, ni économiquement viable. Cette solution permet de ne privilégier aucune source de gaz et de mettre au service du système la compétitivité des fournisseurs pour s'approvisionner.

Question 8 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre des outils envisagés par la CRE pour éviter l'apparition de la congestion sud-est ?

La mise en œuvre de tels outils, si elle était décidée, ne devrait pas remettre en cause l'homogénéité de la zone en incitant à l'utilisation d'outils contractuels.

Question 9 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

L'AFIEG est favorable à la fusion des zones au plus tard en 2018 comme indiqué en réponse aux questions antérieures.

L'AFIEG tient néanmoins à mettre en garde la CRE et les pouvoirs publics sur l'impact d'une fusion anticipée ou sur la mise en place de mécanismes contractuels.

Répartir le bénéfice de ces mesures uniquement sur les consommateurs industriels, alors même que ces derniers disposent déjà d'un statut de gazo-intensifs et d'un accès privilégié à la capacité Nord/Sud, ne serait pas acceptable. Vouloir à tout prix effacer le différentiel de prix entre les deux zones sans avoir mis en service les nouvelles infrastructures pourrait avoir un impact catastrophique sur l'ensemble du marché.

L'accès à la zone devient de plus en plus complexe et la concurrence se réduit à mesure que nouvelles obligations viennent peser sur les expéditeurs. L'AFIEG appelle donc la CRE à une grande prudence dans la prise des décisions à venir et demande que chacune d'elle soit pesée au regard d'une analyse coût/bénéfice pour l'ensemble des acteurs : consommateurs en général, pas seulement industriels « plats », et également fournisseurs.